

1 décembre 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la lutte contre le dérèglement climatique, à Paris le 1er décembre 2014.

Majesté,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Monsieur l'Administrateur général du Collège de France,  
Mesdames et Messieurs,

Je tenais à être parmi vous aujourd'hui pour ouvrir ce colloque consacré à la lutte contre le changement climatique, en présence du Roi de Suède. C'est en effet à Stockholm, il y a un peu plus de 40 ans, que la première Conférence des Nations Unies sur l'environnement s'est tenue. C'était ce qu'on appelait le premier « sommet de la Terre ». C'était la première alerte. Il y avait déjà des premiers lanceurs d'alertes à cette époque et ils nous avaient avertis des dangers du réchauffement climatique.

Il a fallu encore attendre 20 ans pour qu'à Rio, un autre « sommet de la Terre » affirme la nécessité d'engager au plus tôt cette lutte. Aujourd'hui, cette même conscience, mais après 40 ans, nous conduit à Paris pour préparer le chemin qui va aller d'aujourd'hui à décembre 2015 celui de la conférence sur le climat.

Nous sommes au Collège de France, un haut lieu de la connaissance, une fierté pour notre pays, pour sa recherche, pour les femmes et les hommes qui se consacrent au progrès scientifique. C'était important que nous puissions évoquer la question de notre avenir et du climat ici, dans ce haut lieu du savoir, de sa production comme de sa diffusion. Nous devons toujours dialoguer entre science et démocratie, c'est ce qu'a fait Monsieur Serge HAROCHE à l'instant.

La démocratie est soumise à des rythmes et la science a tout son temps, mais elle est aussi en alerte. Elle sait que ses travaux conduiront à la prise de décisions. La démocratie même si elle est soumise aux contraintes de l'élection et c'est heureux qu'il en soit ainsi doit faire des choix longs. Le premier, c'est de donner à la recherche les moyens de son développement. Ensuite, c'est de prendre des décisions qui vaudront bien au-delà de ceux qui en auront la responsabilité. La politique, c'est aussi de comprendre qu'il y a des intérêts qui dépassent ceux qui vous ont conduits là où je suis aujourd'hui, et qu'il y a de l'honneur et même de la dignité à pouvoir agir sur les générations futures.

Ce dialogue entre la science et la démocratie nous permet aussi de savoir où nous en sommes. Tous les experts sont maintenant quasi unanimes. Il y en a toujours un pour faire contradiction mais c'est simplement pour permettre l'évolution de la science... Que nous disent-ils ces experts ?

D'abord, que dérèglement climatique est une réalité et qu'il s'est même accéléré. C'est une donnée scientifique incontestable. L'influence des activités humaines est démontrée : il y a un lien direct entre le réchauffement et le cumul des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine.

Il y aura donc une augmentation de la température planétaire bien supérieure à deux degrés d'ici la fin du siècle, si nous ne faisons rien. Il est même probable, pour ne pas dire certain, qu'en cas d'indifférence, d'aveuglement ou d'inertie, ce n'est pas de trois degrés, mais de quatre, voire même davantage, qu'augmentera la température de la planète.

Nous sommes aussi conscients que si ce réchauffement se produit à ce rythme, il y aura des catastrophes climatiques, une mise en danger de la biodiversité, une élévation du niveau de la

catastrophes climatiques, une mise en danger de la biodiversité, une élévation du niveau de la mer, des défis sanitaires et alimentaires immenses. D'ores et déjà, il y a des territoires qui disparaissent. Plusieurs pays nous ont alertés, notamment ceux que l'on appelle les îles. Ils nous ont dit, dans le Pacifique comme dans l'Océan indien, qu'une partie de leurs territoires va être engloutie.

Je veux saluer les travaux du GIEC et je salue ici la présence de Jean JOUZEL qui ont fait comprendre cette évidence y compris en France. En France, nous pensons que nous ne sommes jamais touchés par rien, ni par les fléaux sanitaires, ni par les catastrophes naturelles, parce que la France est un très beau pays C'est sans doute ce qui devrait la prémunir contre tous les vices et malheurs Mais, même en France, il y aura une élévation des températures, des conséquences sur nos littoraux, une raréfaction de la ressource en eau et des dérèglements qui pourront aboutir à ce qu'une partie de la population, d'ici la fin du siècle, ne vive pas où ses aïeux ont décidé pourtant de s'établir.

Le deuxième enseignement des scientifiques, et il est plus encourageant, c'est que pouvons agir. C'est que les solutions existent et qu'il suffit de les mettre en œuvre avec suffisamment de fermeté et de responsabilité. La France et la Suède ont montré l'exemple.

La Suède s'est fixé des objectifs nationaux pour 2020 parmi les plus ambitieux au monde : 50% pour la part des énergies renouvelables. La Suède a d'ores et déjà été capable de contracter ses émissions de gaz à effet de serre de 23% sur la période 1990-2013. La Suède a également été capable de concilier écologie et croissance, puisque la hausse de la production nationale suédoise a été de 60% sur la même période. Ce qui veut dire que la Suède a d'ores et déjà atteint des objectifs que l'Europe vient de s'assigner pour elle-même, sans que sa croissance en ait été affectée. On peut même penser que sa croissance en a été stimulée.

La France veut également montrer l'exemple et faire la démonstration que la croissance verte est possible. Nous sommes déjà l'un des pays qui, parmi les pays industrialisés, est le moins émetteur de gaz à effet de serre. Nous avons fait le choix d'une « nouvelle France énergétique ». C'est le sens de ce projet de loi qui est en discussion au Parlement et que Mme ROYAL conduit. Cette « nouvelle France énergétique », c'est un choix écologique : c'est envoyer des signaux, notamment à travers le prix du carbone aux consommateurs, aux investisseurs, pour qu'ils soient conscients des conséquences de leurs décisions.

C'est un choix social parce que les victimes de la crise écologique sont généralement ceux qui sont le plus confrontés à la précarité : précarité du travail, précarité énergétique, précarité de la santé

C'est un choix économique, car de nouvelles industries sont en train de se développer pour les économies d'énergie, pour les renouvelables ou tout simplement pour inventer les matériaux de demain.

C'est un choix politique car la France veut, comme la Suède, être indépendante et donc réduire les sources en énergies fossiles, qui peuvent, à un moment, altérer ses décisions politiques internationales.

Nous avons voulu qu'une politique soit mise en place au-delà des objectifs. C'est pourquoi la France va engager un grand programme de maîtrise de ses consommations d'énergie, notamment dans le logement. Nous allons accélérer la mobilité propre, c'est-à-dire les véhicules de faible consommation et les véhicules électriques. Nous allons encourager l'économie circulaire. Nous avons introduit des incitations financières pour promouvoir les énergies nouvelles. Un fond de transition énergétique sera créé et doté d'un milliard et demi d'euros pour faciliter cette mutation.

La France et la Suède ont été pour beaucoup dans l'accord qui a été trouvé au niveau européen. C'était au mois d'octobre dernier, j'en ai un souvenir très précis. Il a fallu convaincre d'abord les pays qui étaient plus éloignés de l'objectif, ceux qui utilisaient beaucoup de charbon, ceux qui étaient les moins favorisés, ceux qui avaient pris beaucoup de retard

Mais il a fallu aussi convaincre la Suède que l'accord ambitieux que nous trouvions, c'est-à-dire réduire d'au moins 40% d'ici à 2030 les émissions de gaz à effet de serre, était suffisant. La Suède, en tout cas son Gouvernement, considérait que nous aurions pu aller encore plus loin. Je

veux ici saluer la responsabilité du Gouvernement suédois qui, à ce moment-là, a considéré qu'il fallait aider les pays qui étaient les plus éloignés de l'objectif, et mettre en place un système de solidarité pour que la transition énergétique puisse être menée en Europe.

Il nous reste à convaincre le monde. Ce n'est pas le plus facile, car le monde est multiple.

Commençons pas les deux plus grands émetteurs la Chine et les Etats-Unis. Ils n'avaient pas été les plus enthousiastes à Copenhague. C'est sans doute ce qui a expliqué l'échec même si les plus grands émetteurs cela vaut d'ailleurs pour d'autres domaines et d'autres circonstances se cachent toujours derrière les plus petits, pour faire valoir qu'il ne faudrait pas aller trop loin et que cela pourrait mettre en cause la croissance de l'économie mondiale. Il n'empêche, à quelques mois de la conférence de Paris, les Etats-Unis et la Chine ont conclu un accord pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. C'est à mon sens une étape très importante.

Le Fonds vert doit jouer au niveau mondial le rôle du Fonds pour la transition énergétique mis en place en France. Il pourra être introduit en Europe pour permettre à des pays, notamment les plus fragiles, les plus émergents à l'échelle planétaire, de conduire leur transition énergétique. Ce Fonds vert va bientôt être une réalité. La France et l'Allemagne l'ont doté d'un milliard de dollars, la Suède de 588 millions de dollars. Maintenant le Royaume-Uni, le Japon, le Mexique et d'autres pays ont rejoint ce processus.

En ce moment même se tient la Conférence du climat à Lima qui précède celle de Paris. C'est dans cette conférence, au mois de décembre 2014, que doit être posé l'accord en tant que tel et doivent être répartis les efforts. Il est donc très important pour la réussite de Paris que Lima puisse avoir ce consensus. Mais il va falloir continuer la mobilisation tout au long de l'année 2015.

Des phénomènes nouveaux peuvent surgir. Prenons l'exemple de la baisse du prix du pétrole. Cela pourrait être finalement une façon de dire qu'il y a des ressources, qu'elles sont nombreuses, que les prix ont changé et qu'il y a sans doute moins d'efforts à consacrer au renouvelable ou à l'économie d'énergie. Cela serait une grave faute ! Parce que nul ne sait quelle sera la tendance de ces prochains mois sur le prix du pétrole. Et nous savons parfaitement ce que sera la tendance à la hausse du prix des énergies fossiles ! Nous ne devons pas être aveuglés, nous ne devons pas être pris d'une illusion qui voudrait que nous reportions l'échéance. Tout au long de l'année 2015, il conviendra donc de maintenir la pression. Il y aura, et je veux féliciter ce mouvement, le sommet mondial des entreprises. Les entreprises sont les plus conscientes de la nécessité de la transition. Ce sommet se tiendra en mai à l'UNESCO. Il y aura une grande conférence scientifique, à l'été prochain, avec les experts du monde entier. Il y aura le sommet des collectivités locales avec de nombreux élus locaux. Il se tiendra à Lyon. Et puis il y aura une conférence des jeunes pour le climat en novembre 2015. S'il y a une cause que les jeunes peuvent embrasser, s'il y a une lutte que les jeunes peuvent engager, c'est de nous contraindre à conclure un accord ambitieux en décembre prochain à Paris.

Quel est cet accord ? Nous en connaissons les principes : un accord universel qui vaudra pour la planète entière, un accord contraignant pour que nul ne puisse s'en dégager, et un accord différencié selon les niveaux de développement. Ensuite il nous faudra avoir un Fonds vert capitalisé bien au-delà des 10 milliards de dollars qui ont été jusqu'à présent rassemblés, parce que nous devons financer « l'après carbone ». Il nous faudra sans doute imaginer des ressources nouvelles, des contributions qui devront être investies dans la transition énergétique.

Enfin, si nous voulons réussir, il nous faudra lutter contre les inégalités. La cause climatique est en fait une cause éminemment sociale à l'échelle planétaire. C'est une nouvelle répartition des efforts et de la richesse.

Je veux aussi saluer l'apport majeur des scientifiques, non pas pour établir le constat, mais pour nous dire aussi quelles seront les nouvelles données de la science, quels seront les nouveaux matériaux, quels seront les nouveaux domaines de recherche, comment eux-mêmes peuvent être mobilisés par rapport à cet enjeu.

Les liens avec les entreprises sont également déterminants. Je me félicite que les entreprises françaises et les entreprises suédoises aient établi des partenariats pour être les plus

performantes en matière d'économie d'énergie et de soutien aux renouvelables.

Voilà Mesdames et Messieurs, Majesté, ce que je voulais dire au début de ce colloque. Il y a un moment où une génération doit décider pour les autres, d'une certaine façon. Il y a eu avant nous des générations qui ont décidé pour nous, pour le meilleur ou pour le pire. Il y a eu des guerres qui n'ont pas été évitées. Il y a eu des guerres qui ont été gagnées. Il y a eu des générations qui ont fait des choix qui valent encore pour aujourd'hui.

Il se trouve que notre génération, celle qui vit aujourd'hui sur la Terre a une responsabilité. Elle sera jugée en fonction des choix qui auront été pris. C'est cette mise en cause que nous devons avoir à l'esprit, non pas pour être convoqués devant un tribunal des générations futures par définition nous ne serons plus là ! mais nous aurons sûrement à répondre de nos décisions ou de nos non-décisions. Il arrive à un moment où une génération a rendez-vous avec l'Histoire, non pas l'Histoire de l'humanité, mais l'Histoire de l'avenir de l'humanité.

En décembre 2015 il y a un rendez-vous qui a été pris. C'est le rendez-vous entre le monde et la planète. Sachons être à la hauteur de cet enjeu !

Merci.